

**MORPHOLOGIE DES NOMS DE LA LANGUE « GBÈ » : UN
PRINCIPE DE LEVIER PRINCIPAL DE LA
COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
HUMAIN DURABLE**

- **DJENGUE Samuel**
Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **DJENGUE Ayajenu M.E. Judith**
- **MONNOU Valentin**
- **MONNOU Cédric**

Résumé

De nos jours, le Bénin est essentiellement marqué par la sinistre trilogie : exclusion, extrême pauvreté, manque d'instruction. Pour combler cette dernière qui forme le cœur de cible de ladite trilogie, les autorités ont fait tout un travail d'approche socioéconomique et sociolinguistique intégrée des actions à mener pour l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel. Malheureusement, cette approche globale est devenue depuis des décennies en Afrique francophone, et particulièrement au Bénin, un leitmotiv qui se répète comme des refrains, voire des slogans de la démocratie. Or, sa concrétisation requiert que les linguistes, notamment les spécialistes de la morphologie se placent à l'avant-garde de cette noble initiative. Aussi, la présente étude se propose-t-elle de faire le plaidoyer pour la morphologie des noms de la langue « Gbè » qui se veut un principe de levier principal en faveur de la communication pour le développement humain durable. Somme toute, l'étude accorde la plus grande priorité à la langue du milieu, véhicule privilégié du savoir et de la communication, réel support de la culture, base de tout développement durable et véritable moteur de tout progrès économique, politique et social. En substance, l'étude a permis d'établir deux grands types de noms à savoir : les noms simples dont on ne peut amputer aucun élément et les noms complexes qui sont des mots construits, formés à travers le processus de dérivation et de composition. Passer outre ces indications de morphologie, relatives aux noms simples et aux noms complexes, revient à biaiser ou à dénaturer le message et à compromettre purement et simplement tout développement humain durable.

Mots clés : *morphologie, nom, Gbè, communication pour le développement, communication pour le développement humain durable*

Abstract

Today, Benin is essentially marked by the sinister trilogy: exclusion, extreme

poverty, lack of education. To remedy the latter, which forms the core target of the said trilogy, the authorities have done a lot of work on an integrated socio-economic and sociolinguistic approach to the actions to be carried out for the introduction of national languages into the formal education system. Unfortunately, this global approach has become for decades in French-speaking Africa, and particularly in Benin, a leitmotif that is repeated like refrains, even as slogans of democracy. However, its achievement requires linguists, especially morphology specialists, to place themselves at the forefront of this noble initiative. Also, the present study proposes to make the plea for the morphology of names of the “Gbè” language which is intended to be a principle a principal support in favor of communication for sustainable human development. In a nutshell, the study gives the highest priority to the language of the environment, a privileged vehicle for knowledge and communication, a real support for culture, the basis of all sustainable development and a real engine of all economic, political and social progress. In essence, the study established two main types of nouns: simple nouns from which nothing can be amputated and complex nouns which are constructed words formed through the process of derivation and composition. To ignore these morphological indications, relating to simple names and complex names, amounts to prejudicing or distorting the message and purely and simply compromising any sustainable human development.

Keywords: morphology, name, Gbè, communication for development, communication for sustainable human development

0. Introduction

Cette partie de l'étude qui est à la fois une contribution théorique et fondamentale résulte également, mais seulement jusqu'à un certain point, d'une recherche de terrain. De ce fait, elle aborde successivement, et ce conformément aux normes scientifiques et de référencement (NORCAMES/LSH) adoptées par le CTS/LSH le 17 juillet 2016 à Bamako lors de la 38ème session des CCI, la justification du thème, la problématique, les hypothèses, les objectifs scientifiques et l'approche globale du sujet.

0.1. Justification du thème

L'analyse des situations de langues a permis de présenter par la méthode FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces), le cadre juridique, institutionnel, organisationnel et financier des langues au Bénin (DJENGUE, 2010). Cette présentation a favorisé

l'élaboration de la nomenclature linguistique à partir de la synthèse des grandes familles de langues en l'Afrique, l'examen de la situation socioéconomique et la politique éducative en matière de langues au Bénin. En mettant en évidence les avantages éducatifs mesurables grâce à l'usage de la langue maternelle à l'école primaire, elle corrobore la thèse selon laquelle, sous réserve des travaux de recherche ultérieure, la seule possibilité pour atteindre les objectifs du développement humain durable au Bénin, réside dans l'intégration parfaite, dans toutes ses dimensions, de la langue maternelle dans le processus (DJENGUE, 2010).

0.2.

Problématique

Avant tout, il convient de rappeler que les résultats provisoires publiés (SIL International, 2008) par le Docteur Stephen Walter, confirment ainsi qu'il suit, la preuve tangible des avantages éducatifs à long terme de l'enseignement-apprentissage en langue maternelle : les 6 premiers sortaient des écoles usant de la langue maternelle ; 28 des 29 premiers sortaient des écoles usant de la langue maternelle ; 44 des 50 premiers et 76 des 100 premiers sortaient des écoles usant de la langue maternelle ; parmi ceux qui ont eu des notes au-dessus de la moyenne au CEP, 130 sortaient des écoles usant de la langue maternelle contre 54 issus du Cours moyen anglais ; la moyenne générale des candidats issus des écoles usant de la langue maternelle dépassait de 22,1 points celle des candidats du Cours moyen anglais. En outre, les deux écoles qui arrivent en tête font usage de la langue maternelle ; 6 des 7 écoles qui arrivent en tête font usage de la langue maternelle ; 5 des 6 écoles qui sont à la queue font le Cours moyen anglais ; les écoles de langue maternelle ont dépassé les Cours moyens anglais de 23,3 points.

Il est également justifié scientifiquement (DJENGUE, 2013) que l'enfant acquiert mieux et plus rapidement une connaissance transmise dans sa langue maternelle ; l'homme n'acquiert durablement et fermement des connaissances, compétences et

concepts scientifiques nouveaux que dans une première langue bien maîtrisée (sa langue maternelle) avant de les acquérir dans une seconde ou troisième langue. Tel n'est malheureusement pas encore le cas du Bénin, pays majoritairement analphabète et illettré (DJENGUE, 2020).

En effet, dans les écoles, les langues nationales ne sont pas enseignées. Les quelques expériences tentées en ce sens ont été abandonnées. Depuis l'indépendance en 1960, la politique éducative au Bénin est marquée par trois périodes : de 1960 à 1972, le système éducatif était calqué sur le système français.

Au cours de la révolution de 1972, le gouvernement a adopté la réforme dite « École nouvelle » fondée sur un modèle de développement de type socialiste ; cette réforme a été appliquée jusqu'en 1989. Durant cette période, les écoles maternelles publiques ont été appelées Centres d'Eveil et de Stimulation de l'Enfant (CESE) ; ces Centres fonctionnaient sur le principe de revalorisation des langues nationales. Mais le gouvernement a dû faire face à l'opposition des parents qui croyaient que l'État voulait former leurs enfants « au rabais ». Depuis cette époque, les langues nationales n'ont plus été enseignées dans les écoles primaires. Dès lors, aucun projet n'a, en ce sens, été pensé, ni planifié, encore moins mis à exécution pour être évalué.

Enfin, la tenue des Etats généraux de l'Education (EGE) en octobre 1990 marqua le début de la troisième période. En exécution des recommandations des EGE, le gouvernement a entrepris depuis 1991, un programme de réforme de tout le secteur de l'éducation. Le français est la seule langue enseignée tant au primaire qu'au secondaire : aucune langue étrangère autre que le français ne devrait être enseignée au primaire. De ce fait, le pays tomba dans une débâcle socioéconomique et sociolinguistique générale. En d'autres termes, l'action conjuguée de cette réforme mue par les perpétuelles volte-face de la classe politique, rime avec le niveau faible du

développement humain durable au Bénin : de 1999 à 2014, le Bénin a été souvent classé dans la catégorie des pays à faible développement humain (DJENGUE, 2013) car son IDH est resté inférieur à 0,500 sauf en 2007 avec un IDH de 0,502 et en 2010 avec un IDH à la limite de 0,500.

Le raisonnement par analogie évidente du Journaliste et Scientifique, François De Closets, revêt d'emblée ce contraste encore sous les feux de l'actualité au Bénin, d'une approbation entière et formelle : « Le progrès n'a de sens qu'en fonction de l'homme et des services qu'il peut lui rendre ». Nous en déduisons que la question fondamentale réside dans la façon dont les langues sont utilisées dans ce pays majoritairement analphabète et illettré pour transformer l'organisation, les processus de production des biens et services et les comportements. Dans ce cadre, les indicateurs renseignés à partir de l'exploitation des bases de données de l'Enquête modulaire intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages en République du Bénin (EMICoV) corroborent cette thèse : l'éducation est un facteur favorable pour la réduction de la pauvreté. En effet, l'enquête en question a révélé que les ménages dirigés par des personnes ayant au moins le niveau primaire sont moins vulnérables à la pauvreté. Logiquement, l'incidence de pauvreté diminue avec le niveau d'instruction. Manifestement, l'incidence de pauvreté en 2011 s'élève à 42,9% pour les chefs de ménage n'ayant aucun niveau d'instruction contre 33,0%, 24,2% et 10,5% respectivement pour ceux qui ont le niveau primaire, secondaire et supérieur. Une analyse rétrospective (DJENGUE, 2010) accrédite également la thèse selon laquelle l'incidence de pauvreté diminue avec le niveau d'instruction. Or, sous scolarisé avec une forte proportion d'enfants exclus du système éducatif, le Bénin est encore loin d'une instruction généralisée de sa population : les départements de l'Alibori (83,8%), de l'Atacora (76,3%), du Borgou (70,6%), de la Donga (69,2%), du Couffo (65,3%), du Plateau (67,8%), des Collines (58,9%) et du Zou (59,9%) enregistrent les taux les plus élevés des populations n'ayant aucun niveau d'instruction ; les taux des

départements en question, dépassent la moyenne nationale en la matière (58,6%). 1,1% seulement des béninois ont le niveau de l'enseignement supérieur, 10,6% ont le niveau de l'enseignement secondaire, 28,4%, le niveau de l'enseignement primaire. Les conséquences logiques de ces forts taux des populations n'ayant aucun niveau d'instruction, constituent (DJENGUE, 2010) le soubassement des détournements, de la corruption, de l'accroissement de la pauvreté, du développement du sous-développement.

Eu égard à tout ce qui précède, il est permis de demander ce que la société civile, les chefs traditionnels, les cadres du ministère de l'alphabétisation, les linguistes purs et durs, notamment les spécialistes de la morphologie ont pu faire en temps réel afin de remédier à ces perpétuelles volte-face de la classe politique et pour faire jouer pleinement aux langues nationales le rôle de levier principal du développement humain durable. Tous ces hauts fonctionnaires, rémunérés aux frais du contribuable et en qui s'incarnent des rôles sur mesure, ont-ils accordé la plus grande priorité à la langue du milieu, véhicule privilégié du savoir et de la communication, réel support de la culture, base de tout développement durable et véritable moteur de tout progrès économique, politique et social ? Quid des députés chargés de légiférer et de contrôler les actions du pouvoir exécutif ou du gouvernement, des membres du Conseil économique et social ? Ont-ils vraiment fait tout un travail d'approche socioéconomique et sociolinguistique intégrée des actions à mener pour l'introduction dans toutes ses dimensions de la langue maternelle dans le système éducatif formel ? Ou plutôt, ont-ils purement et simplement fait de cette approche globale, un leitmotiv qui se répète comme des refrains, voire des slogans de la démocratie ? En toute sincérité, que faire afin d'éradiquer cette forme exclusion sociale avec son corollaire d'extrême pauvreté, de manque d'instruction éperdue et déchirante qui perdure dans ce pays majoritairement analphabète et illettré ? Il faut faire quelque chose. Mais comment donc !

0.3. Hypothèses et objectifs scientifiques

0.3.1. Hypothèses et objectifs scientifiques

0.3.1.1. Hypothèses

Les hypothèses ci-après sont formulées pour conduire l'étude.

Hypothèse 1. Dans un pays majoritairement analphabète et illettré comme le Bénin, l'instruction pour tous contribuerait au développement humain durable.

Hypothèse 2. L'introduction des langues nationales dans le système éducatif aurait fait l'objet de volte-face subites, compromettant de ce fait le développement humain durable.

Hypothèse 3. Le respect absolu des indications de morphologie, relatives aux noms simples et aux noms complexes, constituerait également un principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable.

0.3.1.2. Objectifs scientifiques

Le but de l'étude vise l'atteinte d'un objectif général et des objectifs spécifiques ci-après :

0.3.1.2.1. Objectif général

Montrer que la mise en œuvre absolue du processus de dérivation et de composition des noms simples et des noms complexes, un atout supplémentaire de l'instruction pour tous dans un pays majoritairement analphabète et illettré comme le Bénin, constitue un principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable. Cet objectif général est décliné en objectifs spécifiques.

0.3.1.2.2. Objectifs spécifiques

Ils se présentent ainsi qu'il suit :

- montrer que dans un pays majoritairement analphabète et illettré comme le Bénin, l'instruction pour tous contribue au développement humain durable ;

- mettre en évidence l'impact des volte-face subites de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif sur le développement humain durable ;
- montrer que le respect absolu des indications de morphologie relatives aux noms simples et aux noms complexes, constitue un principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable.

0.4. Approche de l'étude

Cette section aborde successivement la clarification conceptuelle et la méthodologie de l'étude.

0.4.1. Clarifications conceptuelles

Le développement articulé de l'étude requiert également le rappel et la clarification de quelques termes génériques dont la définition véhiculée par les médias, semble confuse, voire inexacte. Aussi, la confusion est-elle grande dans l'esprit de plusieurs agents économiques qui les abordent souvent de façon récurrente, abusive et dépréciative. En l'espèce, seuls les concepts « communication pour le développement » et « communication pour le développement humain durable » ont fait l'objet de clarification.

Connue sous le sigle C4D, de l'anglais Communication for Development, la communication pour le développement est un outil d'influence socioéconomique qui facilite largement l'accès à l'information aux populations. Ce meilleur atout supplémentaire conservé correspond au rôle prépondérant des Objectifs de Développement durable (ODD) visant à rompre, avec un impact durable, l'isolement des groupes marginaux ou exclus. Généralement, la C4D est l'utilisation de façon planifiée et organisée des techniques et des moyens de communication (médiatiques et non médiatiques) pour promouvoir le développement, à travers un changement d'attitude et ou de comportement, en diffusant l'information nécessaire et en suscitant la participation active et

consciente de tous les acteurs, y compris des bénéficiaires du processus.

A partir des années 70, la C4D a pris le contre-pied du coût de mise en œuvre de l'argumentaire sur la théorie de la modernisation. Puis, conformément à l'article 6 de la Résolution 51/172 de l'Assemblée générale, une définition formelle de la communication pour le développement apparaît clairement dans les recommandations formulées par les Nations unies et visant à soutenir : « Les systèmes de communication réciproque qui facilitent le dialogue et permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement ». En un mot, la communication pour le développement est un processus de communication horizontale qui vise toute activité transversale à impact durable et permettant de renforcer et de favoriser l'appropriation des programmes au niveau local.

Après avoir fait tout ce travail d'approche globale intégrée des actions sociologiques et socioéconomiques, nous nous sommes permis de concevoir de la manière ci-après, le concept de « Communication pour le développement humain durable » sous le sigle C4DHD. C'est un vecteur de techniques managériales qui s'assigne pour objectif de faire respecter, protéger, sauvegarder, améliorer et léguer en bon état ou à l'état pur aux générations futures, le monde vivant et sa diversité, éléments constitutifs du patrimoine naturel. Au demeurant, ce plus grand prix qu'il convient de décerner à un tel patrimoine naturel, est susceptible, toutes choses égales par ailleurs, de faire prévaloir le principe d'équité. En pareille occurrence, la C4DHD permet d'impliquer de manière efficace et efficiente, les populations cibles, notamment dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités socioéconomiques. Elle est donc la résultante d'un processus décisionnel interactif de dialogue communautaire, horizontal et fédérateur de la trilogie multiculturelle, multiethnique et multilingue.

0.4.2. Méthodologie de l'étude

Une culture c'est l'ensemble des formes acquises de comportement d'un groupe d'individus unis par une tradition commune, transmise par l'éducation (Margaret Mead). La culture, considérée dans son sens ethnographique le plus large, est également ce tout complexe qui englobe les connaissances, les croyances, l'art, la morale, la loi, la tradition et toutes autres dispositions et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société (Edward Burnett Tylor, 1871). « Les prisonniers de la caverne sont les prisonniers de l'évidence. Ce que l'on ne voit pas, tel est l'objet de la philosophie, car la conscience n'atteint que la surface des pensées. La philosophie, la réflexion, doit de cette surface conclure au fond qu'elle recouvre ». Jules Lagneau.

La présente étude qui corrobore ces trois assertions, renvoie tout simplement à une approche pédagogique fondée sur l'observation et l'expérimentation. Elle tire sa source d'un modèle de communication pour le développement humain durable conçu sur le concept du droit français « communauté » qui désigne un collectif de personnes possédant et jouissant de façon indivise d'un patrimoine en commun. Elle s'oppose à la société et à l'association en ce qu'une communauté est formée indépendamment de la volonté de ses membres et qu'ils ne décident pas de leur implication. Par extension, la communauté désigne uniquement les biens qui sont communs à plusieurs personnes, sans évoquer l'existence d'une personnalité juridique commune. Au sens restreint, une communauté linguistique, apparue en français en 1538 (DJENGUE, 2010), est l'ensemble des agents socioéconomiques qui communiquent entre eux en utilisant la même langue ou dialecte ou parler. Toutefois, une communauté linguistique n'est pas totalement homogène, car elle se compose des agents socioéconomiques ayant des comportements socioculturels différents, variant géographiquement, ce qui provoque des différences dans le vocabulaire, la prononciation. Autrement dit, elle se divise elle-même en d'autres sous-communautés linguistiques.

Somme toute, les différences ou la distance peuvent ne rien modifier au sentiment d'appartenance à une communauté linguistique.

1. Développement articulé

Bien que l'instruction pour tous contribue au développement humain durable, l'introduction des langues nationales dans le système éducatif a été l'objet des volte-face subites, compromettant de ce fait le développement humain durable. Cependant, la morphologie relative aux noms simples et aux noms complexes de la langue « Gbe » peut conjurer la situation.

1.1. Dans un pays majoritairement analphabète et illettré, l'instruction pour tous contribue au développement humain durable

Les résultats de la cinquième Enquête démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V) 2017-2018 montrent que l'instruction pour tous, l'un des Objectifs de Développement durable (ODD), conserve ses atouts supplémentaires et constitue de ce fait, un véritable enjeu majeur du développement humain durable, voire une pierre angulaire de l'amélioration des conditions de vie des populations. Et pour cause, l'éducation influence l'environnement et les conditions de vie des agents économiques.

Tel n'est pas encore le cas au Bénin, pays majoritairement analphabète et illettré, qui s'illustre selon les résultats de l'EDSB-V 2017-2018, par des indicateurs sociaux globalement très faibles. En effet, les données qui corroborent le retard du pays indiquent que 51 % des femmes contre 34 % des hommes n'ont aucun niveau d'instruction. Les proportions de femmes et d'hommes sans niveau d'instruction diminuent au fur et à mesure que le niveau de bien-être économique du ménage augmente, variant chez les femmes de 82 % dans le quintile le plus bas à 25 % dans le quintile le plus élevé, et respectivement de 66 % à 10 % chez les hommes.

1.2. L'introduction des langues nationales dans le système éducatif a été l'objet des volte-face subites, compromettant de ce fait le développement humain durable

Pour rappel, les missionnaires et les volontaires expatriés (DJENGUE, 2010) ont organisé dans les années 60, des cours d'initiation à la lecture, à l'écriture, aux notions de pesées, de calculs sommaires et de l'évangélisation au profit des producteurs de coton dans le nord et plus tard aux producteurs de palmier à huile dans le sud. Dès 1974, avec la création du Ministère de l'Alphabétisation et de la Culture populaire, un programme d'alphabétisation de masse a été mis en chantier avec le soutien financier de la Coopération suisse. La mise en œuvre des activités d'alphabétisation comprend trois phases à savoir : l'alphabétisation initiale, la post-alphabétisation et les formations spécifiques. De 1978 à ce jour, les statistiques disponibles montrent que moins d'un million de personnes ont été alphabétisées, et ce avec un fort taux de retour à l'analphabétisme (DJENGUE, 2010). Jusqu'en 1990, l'Etat est resté l'acteur principal et quasi exclusif du sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

En dépit de tous les moyens, de toute la mobilisation sociale et de tout ce qui a été fait ou évoqué, les données du troisième Recensement général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3, INSAE) indiquent que le taux d'analphabétisme reste encore très élevé avec de fortes disparités entre les départements et les sexes (DJENGUE, 2010). Il convient également de mentionner que l'alphabétisation enregistre des taux élevés d'abandon, d'échec et de rechute dans l'analphabétisme. Les statistiques de la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes indiquent que plus de 80% des personnes ayant été déclarées alphabétisées, retombent dans l'analphabétisme, faute de programmes cohérents et pertinents de post- alphabétisation.

1.3. Le respect absolu des indications de morphologie relatives aux noms simples et aux noms complexes, constitue un

principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable

Selon les résultats de la cinquième (EDSB-V) 2017-2018, un enquêté qui a le niveau de l'enseignement supérieur ou le niveau de l'enseignement secondaire est qualifié alphabétisé. En outre, tous les autres enquêtés qui ont lu à haute voix une phrase préparée qui leur a été montrée, sont considérés comme alphabétisés s'ils ont pu lire toute la phrase ou une partie de la phrase. Sur cette base, le taux d'alphabétisation au Bénin est plus élevé en milieu urbain (46 % pour les femmes et 65 % pour les hommes) qu'en milieu rural (25 % des femmes et 46 % des hommes). Somme toute, la proportion des femmes de 15-49 ans sans instruction a varié de 64 % en 2006 à 55 % en 2017-2018. Au niveau des hommes de la même tranche d'âges et à la même période, le taux a varié de 33 % en 2006 à 36 % en 2017-2018.

En pareille occurrence, ce grand indicateur social de qualité révèle au grand jour le rôle et la place des noms simples de la langue « Gbè » dont on ne peut amputer aucun élément et les noms complexes y afférents qui sont des mots construits, formés à travers le processus de dérivation et de composition. En effet, étudier la morphologie revient à élaborer la structure interne de ses mots. Pour chaque type de langue, un ordre strict des mots donne généralement à la phrase, un sens déterminé ; tout changement entraîne une variation ou la perte de signification. En d'autres termes, la structure morphologique est étudiée en mettant en évidence la formation des noms à travers la dérivation et la composition nominale. Et pour cause ! La langue doit être suffisamment développée sur le plan morphologique afin de constituer dans ce cas précis, un véhicule adéquat de communication pour le développement humain durable. Voici quelques illustrations.

1.3.1. Noms simples

Le nom est dit simple lorsque la base est constituée d'un seul lexème. Un nom simple est « toute forme qui ne peut être diminuée

ou amputée d'aucun élément phonétique sans que la forme restante soit totalement inexistante dans la langue » (Jacques VERNAUDON). Autrement dit, le nom simple est un mot que l'on ne peut scinder pour avoir un sens autonome des différentes parties. Le corpus suivant justifie cette clarification sur les noms simples :

$\bar{o}d\acute{e}$ → langue $\bar{o}t\acute{a}n$ → salive $\bar{a}t\grave{a}n$ → vin de palme

1.3.2. Noms complexes

Un nom est dit complexe lorsqu'il y a association d'au moins deux noms ou de deux mots sécables. Nous distinguons trois types de noms complexes à savoir : les noms complexes par préfixation, les noms complexes par suffixation et la reduplication.

1.3.2.1. Noms complexes par préfixation

La préfixation est, d'après le Dictionnaire Universel (1995), l'adjonction d'un préfixe, composition de mots nouveaux à l'aide de préfixes. Le préfixe est un morphème de la catégorie des affixes qui précèdent le radical et en modifient le sens. Selon RIEGEL, et al, (1994), la préfixation est le fait d'ajouter un morphème au début de la base verbale pour avoir un nouveau mot : la base représentant le noyau auquel se rattache un affixe et à partir duquel se constitue le dérivé ou « ce qui reste d'un mot dérivé si on lui enlève tous ses affixes ». En d'autres termes, contrairement à ce qui est souvent affirmé, les préfixes peuvent modifier la catégorie grammaticale du mot dérivé. Les préfixes ajoutés aux verbes-racines permettent d'avoir des noms suivant la formule :

$$\text{Préf}(-\bar{a}; -\bar{o}) + V \rightarrow N$$

Signalons que deux préfixes (\bar{a} et \bar{o}) sont récurrents dans les noms de la langue « gbè » : $s\grave{i}n$ (attacher) → $\bar{o}s\grave{i}n$ (eau) $kp\grave{a}$ (deviner) → $\bar{a}kp\grave{a}$ (blessure) $t\grave{o}$ (arranger) → $\bar{o}t\grave{o}$ (pays)

Remarquons que les nouveaux mots obtenus par préfixation n'ont aucun rapport sémantique avec leur base. Agglutinés aux bases, ces préfixes changent leur sens. Cependant, il faut reconnaître que ces préfixes ont une fonction grammaticale en ce sens qu'ils entraînent

des mots dérivés appartenant à une catégorie grammaticale différente de celle de leur base. De plus, ils assument une fonction sémantique car ils modifient le sens des bases en leur affectant directement d'autre.

1.3.2.2. Noms complexes par suffixation

Lorsqu'un élément s'ajoute à la fin d'un mot existant pour former un nouveau mot, on l'appelle suffixe : c'est la suffixation qui est, selon le Dictionnaire universel (2002 : 1153), la dérivation à l'aide d'un ou de deux suffixes. Le suffixe, lui, est l'affixe placé après le radical d'un mot ou de la base de celui-ci et lui confère une signification particulière. Pour RIEGEL et al, (1994), la suffixation peut opérer aussi bien sur des bases simples que sur des bases déjà élargies par préfixation ou par suffixation. Nous avons recueilli entre autres, les items suivants des locuteurs de la langue « Gbè » : *āxó* (dette) → *āxótónó* (débiteur) ; *kwá* (argent) → *kwánò* (riche) ; *gùn* (l'ethnie gun) → *gùnnù* (originaire de l'ethnie gun) ; *ājò* (vol) → *ājòtótó* (voleur).

1.3.2.3. La reduplication

La reduplication indique la répétition d'un ou de plusieurs éléments (syllabes) d'un mot ou du mot entier à des fins expressives. La reduplication sert à former des noms à partir des radicaux verbaux. C'est un processus de dérivation où le reduplicatif est un préfixe. Nous avons deux types de reduplication : la reduplication totale et la reduplication partielle. La reduplication peut être totale lorsqu'il y a reprise entière des éléments phonématiques ou syllabiques de la base originelle. Elle est dite partielle lorsque la même syllabe n'est pas répétée. En l'occurrence, nous avons recueilli entre autres, les items suivants des locuteurs de la langue « Gbè » : *sà* (vendre) → *sìsā* (le fait de vendre) ; *tò*(ranger) → *tìtò* (le fait de ranger) ; *sū* (payer) → *súsú* (le paiement) ; *fìn* (voler) → *fīnfīn* (le vol) ; *wàzǎn* (travailler) → *āzǎnwàwā* (le fait de travailler).

Conclusion

Au terme de notre étude, il est clairement apparu que dans un pays majoritairement analphabète et illettré comme le Bénin, la communication de masse continue d'accorder délibérément et périlleusement une grande importance au français qui s'est vu, à notre grand regret, conféré un monopole de statut officiel. Or, l'instruction pour tous, l'un des Objectifs de Développement durable (ODD), contribue au développement humain durable. Nonobstant cette évidence empirique, incontestable et couronnée par un atout supplémentaire, l'introduction des langues nationales dans le système éducatif a été l'objet de volte-face subites, compromettant de ce fait le développement humain durable. Il n'en demeure pas moins vrai que le respect absolu des indications de morphologie relatives aux noms simples et aux noms complexes de la langue « Gbè », constitue un principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable. Car, passer outre ces indications morphologiques, revient à renforcer le taux, déjà très élevé, des populations n'ayant aucun niveau d'instruction, à biaiser ou à dénaturer le message et à compromettre purement et simplement tout développement humain durable. Somme toute, les défis que le Bénin doit relever, à défaut de juguler la crise, de la limiter au lieu de la précipiter, sont évidents et peuvent être définis, circonscrits et mesurés. Autrement dit, la quasi-totalité des enjeux majeurs a encore des solutions. Pour y parvenir afin d'atteindre les objectifs de la communication pour le développement humain durable, l'étude renvoie au respect absolu des indications de morphologie relatives aux noms simples et aux noms complexes de la langue « Gbè ».

Bibliographie

- ADJIBODOU A., 2001. *Corps médical et communautés : mécanismes et stratégies de communication*. Mémoire de maîtrise en sciences de langage et de la communication, UAC/FLASH/ Département des Sciences du Langage et de la Communication
- AKOHA, A. B. 2010. *Syntaxe et lexicologie du fongbè*, Bénin, L'Harmattan, 368p.
- BADA M. D., 2009. « Développement et adaptation des langues béninoises aux savoirs modernes », in *Langues et politique des langues au Bénin*, Abloḍè, pp 89-104.
- BONOU-GBO Z., 2011. *Analyse syntaxique du syntagme verbal en wēmègbè*, Mémoire de maîtrise, UAC/FLASH/ Département des Sciences du Langage et de la Communication, p.63
- BROUSSEAU A. M., 1990. « Panorama de la morphologie du fongbè », in *Journal of West African Languages XX*, 1, pp. 27-48
- CENALA, 2003. « Atlas et Etudes Sociolinguistiques du Bénin », (nouvelle édition revue et corrigée), Cotonou, pp. 55-56.
- CHOMSKY N., 1981. « *Théorie du Gouvernement et du Liage* », Editions du Seuil, Paris, 567p.
- CONGRES 2008 <http://www.sfsic.org/congres2008/spip.php?article100> consulté le 22 décembre 2018
- CREISSELS D., 1979. *Unités et catégories grammaticales (Réflexions sur les fondements d'une théorie générale des descriptions grammaticales)* Publication de l'Université des Langues et Lettres de Grenoble, 209p.
- Département fédérale des Affaires étrangères DFAE, Direction du Développement et de la Coopération (DDC) Freiburgstr. 130 3003 Berne /Suisse Communication pour le développement : un **guide pratique**

- DJENGUE S., 2010. *Accessibilité des informations budgétaires : un instrument de promotion de la bonne gouvernance au Bénin*, Thèse de Doctorat unique
- DJENGUE S., 2013. Intelligibilité et multilinguisme: un décélérateur de la prédation au Bénin ; *Langage & Devenir Revue semestrielle du Centre national de linguistique appliquée* ; n° 23 Supplément, pp 193-206
- DJENGUE S., 2015. *Médias, langues et développement durable*, CHRISTON Editions & Editions Ablodè, Cotonou
- DJENGUE S., 2017. Pronostic de l'échec du Programme d'Actions du Gouvernement béninois : un modèle de communication budgétaire inclusive pour contrer une crise latente, *GESTE ET VOIX* n°26, pp. 1-15
- DJENGUE S., 2020. *Plaidoyer pour la traduction automatique de la langue maternelle : un principe de levier principal de la communication pour le développement humain durable*, Abomey-Calavi, Presses universitaires de l'Université d'Abomey-Calavi
- *Dictionnaire universel francophone (DUF)*, 1995. Editions Hachette
- EGOUNLETY, A. M., 1983. *Eléments de morphophonologie : Amuïssements-constructions et changements de voyelles en fongbè*, Mémoire de maîtrise, SELTO, FLASH, UNB, 119p.
- Fraser C. et S. Restrepo-Estrada, *Communicating for Development: Human Change for Survival*, I.B. Taurus Publishers, Londres et NewYork, 1998
- INSAE, 2013. Caractéristiques des personnes âgées et des personnes handicapées : Alphabétisme, scolarisation. Cotonou
- KINHOU S. M., 1996. « *Eléments de morphologie nominale du Xwelagbè* », Mémoire de DEA, Université du Bénin, Lomé, 87p.
- RIVIÈRE C., « TYLOR EDWARD BURNETT - (1832-1917) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 31

octobre 2020. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/edward-burnett-tylor/>

- VERNAUDON, V.F., 2009. *Vers une école plurilingue dans les collectivités françaises d'Océanie et de Guyane*, L'Harmattan, Cahiers Pacifique Sud Contemporain.
- Westphalen M., 2004. *COMMUNICATOR, le guide de la communication d'entreprise*, 4è édition, Paris, DUNOD.
- ZUBKOVA, L.G. 1984. *Les parties du discours dans l'interprétation phonétique et morphologique*, Université de Russie, Moscou, 23p.